



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Loire-Atlantique"



FONDS DE SOLIDARITÉ



Données au 03/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 14 078 884 498 euros

Nombre d'aides : 6 779 566

Nombre d'entreprises : 1 942 142

Niveau Régional : Pays de la Loire





Montant total: 580 056 735 euros

Nombre d'aides: 277 054

Nombre d'entreprises : 87 385

Niveau Départemental : Loire-Atlantique

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 245 821 243 euros

Nombre d'aides: 118 274

Nombre d'entreprises : 37 149



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 22/01/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National





Montant total: 131 171 334 839 euros

Nombre de prêts : 645 291

Niveau Régional : Pays de la Loire



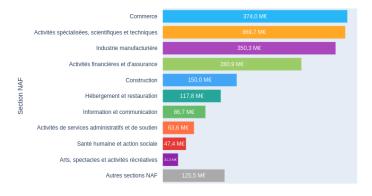


Montant total: 5 153 331 295 euros

Nombre de prêts : 27 415

Niveau Départemental : Loire-Atlantique

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 1 997 098 848 euros

Nombre de prêts : 10 818



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 28/01/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 333 020 835 euros

Nombre de reports : 110 685

Niveau Régional : Pays de la Loire

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 130 624 211 euros

Nombre de reports : 4 802

Niveau Départemental : Loire-Atlantique

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 51 510 945 euros

Nombre de reports : 2 111



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS

PANC PANCY

Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Pays de la Loire





Montant total: 64 689 102 euros

Nombre d'aides: 71 801

Niveau Départemental : Loire-Atlantique

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 24 258 871 euros

Nombre d'aides: 27 340



ACTIVITÉ PARTIELLE

RANCE

Données au 19/01/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Pays de la Loire

